

Le Mali toujours en quête de réconciliation nationale

Interview

28 mars 2017

Le point de vue de Philippe Hugon

Lundi 27 mars s'est ouverte la Conférence d'entente nationale à Bamako, au nom de la paix et de l'unité de la nation malienne, alors que le conflit dans le pays dure déjà depuis cinq années. Décryptage de Philippe Hugon, directeur de recherche à l'IRIS.

Après cinq ans de conflit, quelle est la situation au Mali ? L'accord de paix d'Alger signé en 2015 a-t-il été suivi d'effets concrets ?

On peut effectivement considérer qu'il y a eu certaines avancées puisqu'après l'intervention de l'opération Serval française, soutenue par les Nations unies et par un certain nombre d'armées africaines, les djihadistes qui menaçaient Bamako ont été repoussés. Cela a ainsi rendu possible d'organiser des élections, notamment celle du président IBK, qui se sont déroulées correctement. De ce point de vue-là, il y a donc eu une avancée politique.

Ceci étant, ni la réconciliation nationale, ni la pacification du territoire n'ont été réalisées. Sur ce plan, l'accord d'Alger ne s'est donc pas traduit par des résultats très concrets. Pourquoi ? D'une part parce qu'il n'existe pas de pouvoir fort, capable de véritablement prendre en main les grands enjeux d'une réconciliation nationale. On observe donc une faillite de la classe politique malienne. D'autre part, se pose le problème de la sécurisation du territoire. Il faut cependant noter que l'insécurité ne se résume pas simplement aux djihadistes au nord, ni à la possibilité d'attentats à Bamako ou ailleurs. En réalité, le problème d'insécurité est fondamentalement dû au fait de la persistance des conflits entre communautés, entre les éleveurs peuls et les agriculteurs, entre les autochtones ayant des droits - ou ceux qui se définissent comme tels - et les étrangers halogènes, etc. Ces oppositions sont à la base des conflits. Or, comme l'État malien n'est pas capable ni d'assurer ses fonctions régaliennes, ni de contrôler le territoire pour garantir la sécurité des biens et des personnes, on assiste à une montée de l'insécurité dans le pays.

Enfin, demeure le problème de l'Azawad, avec évidemment la question de sa désignation. Cette région est également en proie avec des conflits entre différentes communautés. L'Azawad est en effet non seulement très différente du monde bambara au sud du Mali, mais elle est également composée de très nombreuses communautés : peuls, songhaïs, arabes, etc. Il n'existe donc aucune unité socioculturelle au sein même de l'Azawad.

Que peut-on attendre de la Conférence d'entente nationale ? Comment interpréter le boycott de l'opposition et des ex-rebelles ?

La réconciliation nationale du Mali est une nécessité. Cette Conférence d'entente nationale, qui regroupe environ 300 personnes, représente un élément de dialogue entre les différentes forces existantes, qu'il s'agisse des forces politiques, des

représentants de la société civile ou des différents acteurs qui essaient d'intervenir dans la crise malienne. Il faut toutefois noter que cette conférence n'a pas de pouvoir de décision, elle représente seulement une possibilité de dialogue, de rencontre et de consultation. Ceci étant, cette réunion ne peut réussir qu'à condition que toutes les parties présentes puissent dialoguer. De ce point de vue, on observe l'existence de divisions extrêmement importantes au sein des mouvements, notamment touareg. Un homme comme Iyad Ag Ghali, qui est lui-même un Touareg soutenu en partie par l'Algérie, joue un rôle très important. Et cela d'autant plus que le conflit a aussi pris une dimension djihadiste à travers l'opposition entre les groupes rattachés à AQMI et ceux qui envisagent éventuellement des liens avec Daech. Ainsi, ces différents groupes, opposés soit pour des raisons socioculturelles et ethno régionales, soit pour des questions de stratégie djihadiste, ne veulent absolument pas d'une conférence de réconciliation.

Il faut donc espérer qu'un consensus et qu'une réconciliation nationale suffisante naissent, et qu'une solution d'autonomie relative pour l'Azawad soit trouvée, afin de permettre aux forces voulant assurer la paix, la sécurité et la réconciliation de l'emporter.

Concernant l'armée française et la communauté internationale, les opérations Barkhane et Minusma sont-elles enlisées sur le terrain ?

Grâce à ces opérations, les forces djihadistes ont pu être endiguées et le territoire malien a pu être sécurisé a minima. Ceci étant, si des batailles ont certes été remportées, la guerre, elle, est loin d'être gagnée. Tout le monde est conscient que la force Barkhane risque ainsi de s'embourber. Il existe en effet toujours des risques d'enlèvement dans le temps parce qu'hélas, aucun substitut rapide ne se dégage, notamment de la part des forces de l'ordre nationales.

Demeure également le risque que les forces d'intervention étrangères commettent quelques bavures. À ce moment-là, ces armées peuvent apparaître auprès des populations locales comme des forces d'occupation, même si elles sont évidemment intervenues à la demande des autorités nationales et avec l'aval du Conseil de sécurité. Il est donc prioritaire et urgent que les forces maliennes et régionales africaines prennent le relai par rapport à la force Barkhane. La force française peut certes intervenir en appui logistique et en appui de renseignements mais il est évident qu'il faudrait trouver une meilleure réponse. Or, pour l'instant, cette réponse n'existe pas. Certes, quelques armées européennes, notamment allemandes, sont maintenant également présentes sur le territoire malien mais il n'existe aucune intervention qui soit adaptée à l'enjeu de la situation.

L'Afghanistan en proie aux tensions frontalières et à la menace de Daech

Interview

30 mars 2017

Le point de vue de Karim Pakzad

Alors que la situation politique, économique et sécuritaire reste toujours très préoccupante en Afghanistan, le Pakistan vient d'annoncer le lancement de la construction d'une barrière le long de la frontière entre les deux pays. L'analyse de Karim Pakzad, chercheur à l'IRIS.

Pourquoi la frontière entre ces deux pays fait-elle l'objet de tensions ? Ce projet de clôture risque-t-il d'envenimer davantage la relation entre Islamabad et Kaboul ?

Historiquement, la question frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan est sujette à des conflits et tensions, voire même à la menace de guerre. La raison en est simple : Kaboul ne reconnaît pas la validité de cette ligne frontalière, la ligne Durand, du nom de sir Mortimer Durand, chargé par l'Inde britannique à la fin du XIXe siècle d'en faire le tracé. Dans le passé, l'Afghanistan revendiquait une partie importante du territoire pakistanais actuel, habité par des Pachtounes (principale ethnie afghane), à savoir l'ensemble des provinces au nord-ouest du Pachtoukha. Malgré son indépendance acquise face à la Grande-Bretagne, Kaboul n'a jamais obtenu de cette dernière de régler ce litige frontalier. Or, lors de la création du Pakistan en 1947, la communauté internationale a reconnu ce dernier, ainsi que la ligne Durand tracée par l'Inde britannique.

Non seulement l'Afghanistan n'a pas reconnu la validité de cette frontière mais le pays a également été le seul à voter contre l'adhésion du Pakistan à l'ONU à l'époque. La tension entre les deux pays remonte donc à la création même du Pakistan. Mais au cours des 40 dernières années, et suite à l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, la question frontalière pakistano-afghane a pris une nouvelle dimension. À l'époque, le président pakistanais Muhammad Zia-ul-Haq, islamiste et dictateur, décida de soutenir les moudjahidin afghans contre le gouvernement communiste à Kaboul et contre l'armée soviétique. Ces moudjahidin afghans sont ainsi allés s'installer au Pakistan. La frontière entre les deux pays est donc devenue très perméable, bien qu'en réalité celle-ci n'ait jamais été vraiment respectée par les tribus qui y habitaient de part et d'autre.

La situation se complique encore davantage après les attentats du 11 septembre aux États-Unis, qui décident alors de renverser le régime des Talibans. Depuis 16 ans, la guerre qui oppose les Talibans au régime de Kaboul et à l'OTAN perdure et elle a donné naissance en 2007 sur le territoire pakistanais au Mouvement des Talibans du Pakistan (Tehrik-e-Taliban Pakistan, TTP). Or, ces Talibans pakistanais sont soutenus par Al-Qaïda, qui avait fait de la déstabilisation du Pakistan son principal

objectif. Le gouvernement d'Islamabad se retrouve donc pris au piège : alors qu'il soutenait les Talibans afghans, il doit maintenant faire face à ses propres Talibans. Pendant 7-8 ans, les différents gouvernements pakistanais ont alterné les négociations et affrontements avec le TTP, sans résultat. En 2014, un attentat sanglant à Peshawar (Pakistan) contre une école militaire a causé 150 morts, traumatisant l'opinion pakistanaise. Le gouvernement a donc mis fin à toutes négociations avec le TTP et a lancé avec son armée une attaque conséquente contre les bases talibanes dans des zones frontalières.

Le TTP a été en grande partie défait mais il n'a pas disparu. Alors qu'une partie est entrée en clandestinité dans les grandes villes, une autre partie est passée de l'autre côté de la frontière, chez leurs frères afghans. Une situation nouvelle est ainsi apparue, dans laquelle les actions terroristes perpétrées sur le territoire pakistanais sont menées, d'après Islamabad, par les Talibans pakistanais situés en Afghanistan. Quant à Kaboul, elle accuse à juste titre son voisin d'abriter l'état-major des Talibans afghans. Aujourd'hui, les deux pays sont donc en extrême tension, où l'un accuse l'autre de soutenir un mouvement terroriste. Le Pakistan a même envoyé une liste de dirigeants talibans pakistanais situés en Afghanistan en demandant leur extradition. Quelques jours après, le gouvernement afghan a fait de même, en réclamant l'extradition de talibans afghans cachés au Pakistan. Ce jeu continue et se traduit parfois par des bombardements pakistanais contre les bases talibanes en Afghanistan.

Pour empêcher l'infiltration des Talibans pakistanais localisés en Afghanistan, mais qui viendraient commettre des attentats au Pakistan, Islamabad a donc commencé à installer des barrières à la frontière, aux endroits où le passage clandestin est possible. Cette clôture est donc une source supplémentaire de tension entre les deux pays.

La Russie est soupçonnée de soutenir les Talibans afghans. Quel intérêt stratégique Moscou cherche-t-il à développer dans la région ?

Historiquement - notamment à partir du XVIIIe siècle - l'Afghanistan a été une zone-tampon, source de rivalité entre l'Empire britannique d'Inde et la Russie. On pensait que cela aurait disparu après l'indépendance de l'Inde et la fin du régime soviétique. Or aujourd'hui, on risque de revenir à ce « Grand Jeu », avec les Américains remplaçant les Britanniques et Vladimir Poutine qui revient avec sa politique de grande Russie et d'influence dans la région.

La situation actuelle est toutefois complètement différente de celle du XIXe siècle. Alors qu'à l'époque, chaque empire essayait d'agrandir son territoire, aujourd'hui il ne s'agit plus d'envahir l'Afghanistan. Après l'échec des États-Unis et de l'OTAN pour vaincre les Talibans - ces derniers étant plus puissants que jamais -, Daech est apparu dans le pays en tant que mouvement encore plus extrémiste qu'Al-Qaïda. Quand on évoque Daech en Occident, on ne pense qu'à l'Irak et à la Syrie. Or, on a tendance à oublier que le groupe terroriste représente désormais un danger beaucoup plus large et qu'au-delà de son influence au Proche-Orient, au Maghreb et en Afrique, il a aussi pris pied en Afghanistan et au Pakistan.

Fin 2014, certains radicaux des Talibans pakistanais étaient déçus que leur état-major ait négocié avec le gouvernement d'Islamabad. Ces radicaux sont en effet jusque-boutistes, comme en Syrie et en Irak, et ont fait allégeance à Daech. Au bout de quelques mois, ils se sont agrandis et Daech les a même reconnus comme membres de leur califat. Aujourd'hui, cette organisation est une véritable force et a progressivement remplacé Al-Qaïda. Elle est apparue dans l'Est du pays à la fin 2014 et s'est répandue en 2015-2016 au Sud et au Nord.

Or, le Nord de l'Afghanistan est frontalier avec les républiques d'Asie centrale, sous influence russe. Parallèlement, à proximité du Nord-Est de l'Afghanistan se trouve le Xinjiang, province musulmane de la Chine où existe depuis longtemps un mouvement islamiste qui a lui aussi fait allégeance à Daech. L'apparition de l'organisation en Afghanistan inquiète donc autant les Chinois que les Russes. La semaine dernière, elle a notamment revendiqué une attaque en Tchétchénie contre des garnisons russes, qui a fait plusieurs morts. De plus, des ressortissants d'Asie centrale sont aussi présents au sein de Daech en Syrie. Moscou et Pékin se sentent donc menacés car si l'Afghanistan tombe aux mains de Daech, il y aurait un risque d'extension du mouvement islamiste dans l'Ouest chinois et dans les républiques du Caucase et de l'Asie centrale.

Cette crainte est la raison pour laquelle depuis un an et demi, Russes et Chinois invitent régulièrement les représentants des Talibans à Moscou et à Pékin. Il y a quelques semaines, une délégation de Talibans a séjourné en Russie et cette dernière a reconnu officiellement leur avoir conseillé de déposer les armes afin de négocier avec Kaboul. Par ailleurs, outre les Russes et les Chinois, les Iraniens ont eux aussi commencé à discuter avec les Talibans, pourtant leurs ennemis historiques. En effet, Téhéran craint aussi la montée en puissance de Daech qui est un mouvement profondément anti-chiite. Ainsi, les Iraniens à l'Ouest, de même que leurs alliés syriens et libanais, sont inquiets pour leur propre sécurité car vivent à l'Est et à l'Ouest de l'Iran des minorités religieuses sunnites. Cependant, le rapprochement entre la Russie, la Chine et l'Iran avec les Talibans est condamné par des généraux américains, et certains officiels afghans accusent Moscou et Téhéran d'aider militairement les Talibans.

Les Talibans ont récemment capturé le district-clé du Sangin. Assiste-t-on à une progressive reprise en main territoriale de leur part ?

Le gouvernement de Kaboul est faible, inefficace et corrompu, ce qui inquiète d'autant plus Moscou et Pékin. Kaboul n'arrive pas à assurer la sécurité dans le pays, de sorte qu'aujourd'hui, selon l'ONU, plus de 40% du territoire échappe au contrôle des autorités afghanes. En réalité, le gouvernement de Kaboul n'existerait pas sans l'aide américaine ou d'autres pays étrangers. Par exemple, l'OTAN consacre chaque année 5 milliards de dollars à l'armée afghane. De même, plus de 60% du budget du fonctionnement de l'État afghan est assuré par les pays étrangers. C'est pourquoi les Talibans apparaissent désormais crédibles, sans avoir rien changé de leur idéologie, de leur projet politique et de leurs actions terroristes.

Outre la Russie, la Chine et l'Iran, les Américains eux-mêmes ont commencé à négocier avec les Talibans depuis trois ans. Ils ont fait beaucoup de gestes, notamment en libérant les prisonniers talibans de Guantánamo, mais les Talibans refusent de négocier davantage avec Washington.

Ainsi, d'une part la communauté internationale est engagée au côté du gouvernement afghan mais, d'autre part, tout le monde a peur qu'il ne soit pas capable d'assurer la sécurité, de gérer le pays et de présenter une solution crédible. C'est pourquoi les négociations avec les Talibans sont devenues une alternative, alors que leurs attaques de 2016 n'ont jamais été aussi importantes : environ 8 000 soldats afghans et 11 000 civils ont été tués cette année-là. Il faut noter que les Talibans sont divisés entre des branches extrêmement radicales et proches de Daech, mais aussi des éléments un peu plus modérés, qui continuent cependant de mener des actions terroristes.

En étant invités par des puissances étrangères, les Talibans commencent donc à gagner en crédibilité. Tout le monde recherche une solution politique, afin de trouver un moyen de les intégrer d'une façon ou d'une autre au sein d'un pouvoir à Kaboul.

Approbation du CETA par le Parlement européen : l'UE en fer de lance du libre-échange ?

Interview

4 mars 2017

Le point de vue de [Sylvie Matelly](#)

En dépit de vives critiques et de manifestations, le Parlement européen a finalement voté à une large majorité le 15 février 2017 en faveur du CETA, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada. Concrètement, quelles en seront les conséquences pour l'Europe ?

Il est très compliqué de s'exprimer sur les conséquences que pourrait avoir le CETA pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le contexte particulier lié à l'élection de Monsieur Trump. Les Etats-Unis entrent vraisemblablement dans une nouvelle ère économique, qui va être probablement davantage protectionniste après plusieurs décennies d'engagements bipartisans pour le libre-échange. Dans ce contexte, on peut comprendre que le Parlement européen ait souhaité renforcer un partenariat avec le Canada, afin de réaffirmer l'attachement européen au libre-échange.

Deuxième raison possible, le TTIP qui avait été négocié entre les Etats-Unis et l'Europe est désormais obsolète, en tous cas pour les années à venir. Il est aussi important de se rappeler que ces traités de libre-échange ont été proposés après la crise de 2008, dans un contexte où dans les années qui suivirent la crise, les pays émergents prenaient de plus en plus de poids dans l'économie et le commerce mondial. En 2012, par exemple, le commerce entre les pays du Sud avait représenté la moitié du commerce mondial et beaucoup commençaient à penser qu'ils allaient à l'avenir être les principaux moteurs de la croissance mondiale. Or, un sujet divisait les pays développés et en développement en matière de commerce : la question des normes. En particulier les normes sociales et environnementales, que les pays émergents refusaient et dont les pays développés, mieux disant sur ces sujets, considéraient qu'elles les pénalisaient. Il s'agissait donc d'un enjeu beaucoup plus stratégique qu'économique : celui de renforcer un partenariat entre les grands pays développés dans un intérêt partagé bien compris. Le paradoxe vient probablement du fait que ce qui a justement inquiété les ONG, ce sont les négociations sur cette question des normes.

Les conséquences du CETA vont ainsi dépendre de l'évolution du contexte général. La Chine semble prendre le relais des Etats-Unis pour soutenir le libre-commerce. Ce fut en tous cas l'objet du discours du président chinois à Davos.

Malgré tout, les conséquences risquent d'être relativement limitées puisque le libre-échange est déjà la règle entre l'Europe et le Canada. Le CETA porte en réalité sur des points extrêmement précis. Les conséquences macroéconomiques globales en

seront donc probablement très faibles. Par contre, il y aura des conséquences sectorielles et c'est là que l'on peut comprendre la position des opposants au traité car elles peuvent avoir des implications relativement importantes pour une partie de la population. Il s'agit également de défendre des modèles de société : les traités de libre-échange sont aussi là pour réduire les prix et pour faciliter l'échange, donc ils représentent un soutien permanent à la société de consommation. Ce sont des éléments qui peuvent aujourd'hui gêner, voire choquer, alors que l'on observe la volonté croissante d'une évolution vers un monde différent...

Contrairement à une grande partie des autres membres de l'UE, les députés français ont voté très majoritairement contre le traité (seulement 16 eurodéputés français sur 74 ont voté en sa faveur). Comment expliquez-vous cette réticence et exception française ?

Les Français ont toujours été à la fois divisés et critiques sur la question du libre-échange, du capitalisme, de la mondialisation, etc. Beaucoup plus peut-être que ne le sont les autres pays. De ce point de vue, cette réaction n'est donc pas forcément étonnante. Elle a été tout de même de grande ampleur puisque les eurodéputés français ont voté majoritairement contre le CETA. Cela fait suite à un certain nombre d'oppositions de la part d'ONG qui a conduit à alerter les députés. L'idée qui commence à émerger aussi est qu'au fond on négocie quelque chose d'assez marginal : est-il nécessaire de négocier maintenant ce traité, impliquant beaucoup de paperasse bureaucratique, alors qu'il va changer assez de peu de choses ? Evidemment, les partisans du traité vont rétorquer que c'est le moment ou jamais car l'OMC et les négociations multilatérales sont très compliquées, tandis que le cycle de Doha fait face à des difficultés (lancé en 2001 et toujours non conclu, alors qu'il aurait dû s'achever en décembre 2005).

C'est aussi très symbolique pour l'Europe et le Canada de marquer le fait que s'engager dans le libre-échange est la seule voie possible. Il ne faut pas oublier, et c'est relativement peu cité dans le débat autour du CETA, que le libre-échange, malgré tous les défauts qu'on lui prête, est plus équitable *in fine* que le protectionnisme. Ce dernier ne peut être l'apanage que des plus forts, au profit des plus forts. On peut comprendre que le libre-échange ne soit plus convaincant pour un certain nombre d'acteurs mais le protectionnisme n'est pas l'alternative souhaitable. Que fait-on entre les deux ? Cette question est assez rarement posée. Quelle est la solution si l'on renonce à négocier des traités de libre-échange ? Peut-être faut-il davantage repositionner les traités au sein de l'OMC. Mais si la seule alternative au libre-échange réside dans le protectionnisme, ce n'est pas du tout une bonne nouvelle.

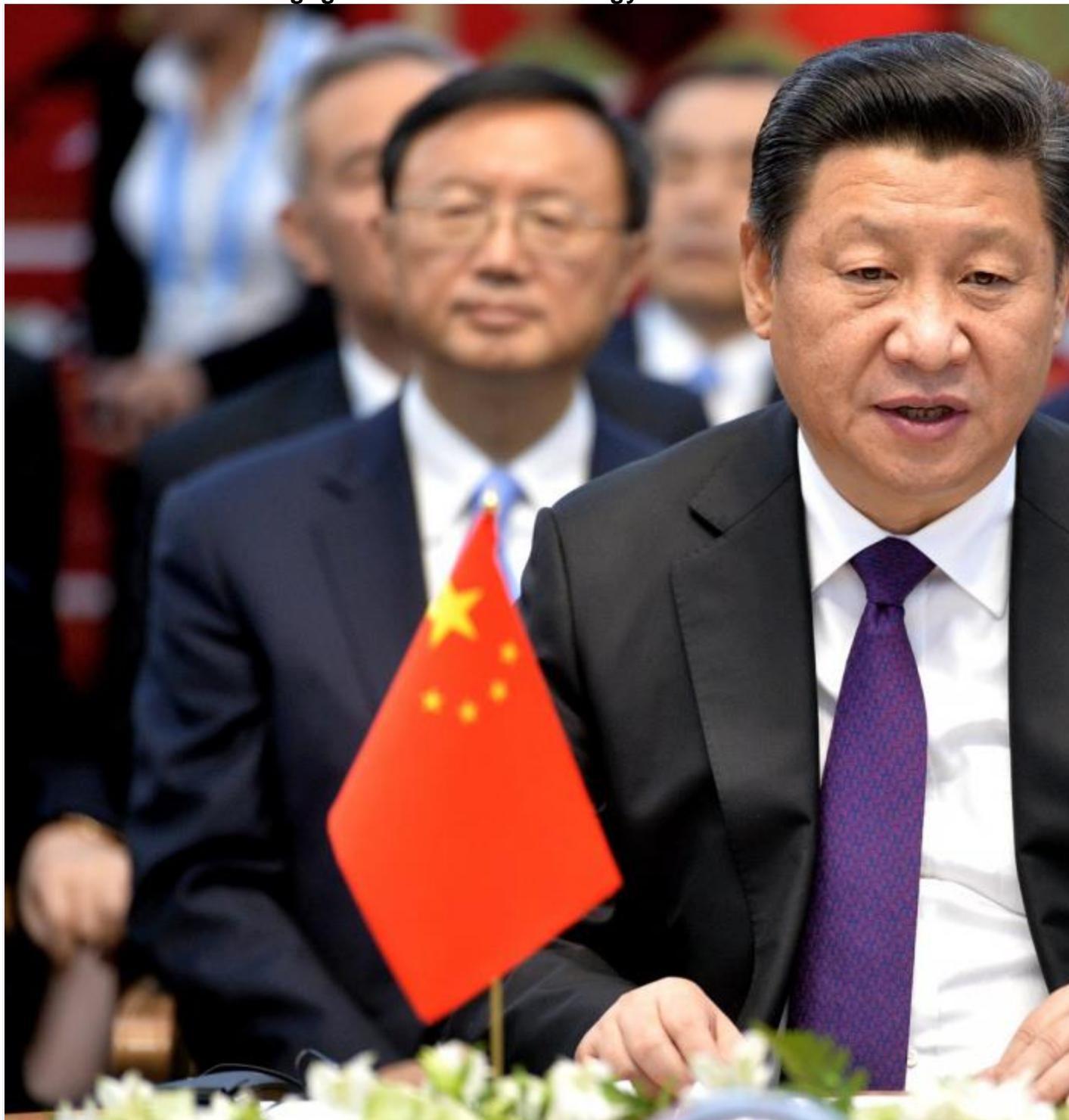
Le 23 janvier 2017, Donald Trump a signé l'acte de retrait du partenariat transpacifique (TPP). Face au repli protectionniste des Etats-Unis, l'UE a-t-elle une carte à jouer pour devenir l'actrice centrale du libre-échange mondial ?

Actrice centrale, ce serait un petit peu prétentieux et probablement peu réaliste dans le contexte actuel de crise européenne. Les Chinois souhaitent aussi avoir un rôle

déterminant et prépondérant, ils sont de plus une puissance commerciale comparable à l'Union européenne. Par ailleurs, face à la puissance que peuvent représenter les Etats-Unis, plusieurs acteurs sont mieux qu'un seul pour soutenir une approche multilatérale. L'UE a une réelle légitimité à porter l'ouverture économique et notamment à porter une certaine idée du libre-échange, peut-être plus sociale, plus environnementale et plus aboutie, parce qu'elle dispose d'opinions publiques, d'ONG et de gens qui réfléchissent depuis des années à ces questions. L'UE est également plongée dans une réelle crise d'identité et de confiance, donc c'est aussi un moyen pour elle d'y réfléchir. De plus, il n'y a pas tellement de politiques communautaires propres : la plupart sont des politiques à compétences partagées entre les Etats membres et l'UE. La politique commerciale est une politique européenne donc l'UE a ici encore une certaine légitimité à reprendre le dossier du libre-échange.

La difficulté pour les technocrates qui ont l'habitude de travailler sur ces dossiers consiste à davantage communiquer et expliquer, ainsi qu'à mieux comprendre grâce au retour des opinions publiques et du Parlement. Ce travail devrait donc être davantage effectué en accord avec ce dernier. Or, l'une des limites de la construction européenne apparaît lorsque la Commission est à la manœuvre car elle a tendance à travailler directement avec les Etats-membres (dans le cadre des réunions du Conseil de l'UE) et donc de manière insuffisante avec le Parlement et les députés européens. Ces derniers sont pourtant plus présents sur le terrain et donc mieux à même d'entendre et de comprendre les revendications des citoyens.

America Needs an "Engage and Contain" Strategy for China



Will the Trump administration develop the right grand strategy to deal with China and protect U.S. vital interests?

Robert D. Blackwill

March 15, 2017

For the United States, the headline concerning China should not be “engage and hedge” as it has been for decades. Given China’s systematic destabilizing external behavior, the time is past for hedging. Rather, for the foreseeable future, U.S. policy should be “engage and contain.”

With President Trump’s first meeting with President [Xi Jinping](#) of China scheduled for next month in Palm Beach, Florida, President Obama’s ambassador to China, Max Baucus, a longtime Montana Democrat senator, [recently said](#) that the United States needs to stop getting pushed around by China and work out a long-term strategy to deal with that country’s rise. Baucus expressed frustration with the Obama administration’s lack of strategic vision and its weakness when it came to China. China, Baucus said, has a long-term objective to build up its economic might and global influence at the expense of the United States. The United States, by contrast, often appears distracted by problems in the Middle East.

“The Washington foreign-policy establishment tends to put China on another shelf, to deal with it later,” [he said](#). “We’re much too ad hoc. We don’t seem to have a long-term strategy, and that’s very much to our disadvantage.”

China, therefore, does not see its interests served by becoming just another “trading state,” no matter how constructive an outcome that might be for resolving the larger tensions between its economic and geopolitical strategies. Instead, China will continue along the path to becoming a conventional great power with the full panoply of political, geoeconomic and military capabilities, all oriented toward realizing the goal of recovering from the United States the primacy it once enjoyed in Asia as a prelude to exerting global influence in the future.

Because the American effort to “integrate” China into the liberal international order has now generated new threats to the United States’ vital national interests in Asia—and could eventually result in a consequential challenge to American power globally—Washington, DC needs a new grand strategy toward China that centers on containing the rise of Chinese power rather than continuing to assist its ascendancy. It must involve crucial changes to the current policy in order to limit the dangers that China’s disruptive diplomacy, geoeconomic coercion and military expansion pose to U.S. national interests in Asia and globally.

These changes, which constitute the heart of an alternative containment strategy, must derive from the clear recognition that preserving U.S. power and influence in the

global system ought to remain the central objective of U.S. grand strategy in the twenty-first century. Sustaining this status in the face of rising Chinese power requires, among other things, revitalizing the U.S. economy to nurture those disruptive innovations that bestow on the United States asymmetric economic advantages over others; substantially increasing the defense budget and consequently shifting U.S. defense resources to Asia; creating new preferential trading arrangements among U.S. allies and friends to increase their mutual gains through instruments that consciously exclude China; recreating a technology-control regime involving U.S. allies that prevents China from acquiring military and strategic capabilities enabling it to inflict “high-leverage strategic harm” on the United States and its partners; concertedly building up the power-political capacities of U.S. allies and friends on China’s periphery; and improving the capability of U.S. military forces and allies to effectively project power along the Asian rimlands despite any Chinese opposition—all while continuing to work with China in the diverse ways that befit its importance to U.S. national interests.

The necessity for such a containment strategy that deliberately incorporates elements that limit China’s capacity to misuse its growing power, even as the United States and its allies continue to interact with China diplomatically and economically, is driven by the likelihood that a long-term strategic rivalry between Beijing and Washington is high. Of all nations—and in most conceivable scenarios—China represents, and will remain, the most significant competitor to the United States for decades to come. China’s rise thus far has already bred geopolitical, military, geoeconomic and ideological challenges to U.S. power, U.S. allies and the U.S.-dominated international order. Its continued, even if uneven, success in the future would further undermine the vital national interests of the United States.

Washington’s current approach toward Beijing, one that values China’s economic and political integration in the liberal international order at the expense of the United States’ global preeminence and long-term strategic interests, hardly amounts to a “grand” strategy, much less an effective one. As such, the need for a more coherent U.S. response to increasing Chinese power is long overdue.

This is an urgent requirement because there is no real prospect of building fundamental trust, a peaceful coexistence and mutual understanding, a strategic partnership or a new type of major country relations between the United States and China. Rather, the most that can be hoped for is caution and restrained predictability

by the two sides as intense U.S.-China strategic competition becomes the new normal, and even that will be no easy task to achieve in the period ahead. The purpose of U.S. diplomacy in these dangerous circumstances is to mitigate and manage the severe inherent tensions between these two conflicting strategic paradigms, but it cannot hope to eliminate them.

With this in mind, the U.S.-China discourse should be more candid, high level and private than current practice—no rows of officials principally trading sermons across the table in Washington or Beijing. Bureaucracies wish to do today what they did yesterday, and wish to do tomorrow what they did today. It is, therefore, inevitable that representatives from Washington and Beijing routinely mount bills of indictment regarding the other side. All are familiar with these calcified and endlessly repeated talking points. As the Chinese proverb puts it, “to talk much and arrive nowhere is the same as climbing a tree to catch a fish.”

For such an intensified high-level bilateral dialogue between Washington and Beijing to be fruitful, it should avoid concentrating primarily on the alleged perfidious behavior of the other side. For instance, no amount of American condemnation of China’s human-rights practices—private or by megaphone—will consequentially affect Beijing’s policies, including toward Hong Kong; and no degree of Chinese complaints will lead the United States to weaken its alliance systems that are indispensable to the protection of its vital national interests. Nor is it likely that either side will admit to its actual grand strategy toward the other. In any case, endemic contention will over time contribute to a systemic worsening of U.S.-China bilateral relations.

The profound test that the rise of Chinese power represents for the United States is likely to last for decades. And it is unrealistic to imagine that China’s grand strategy toward the United States will evolve in a way—at least in the next ten years—that accepts American power and influence as linchpins of Asian peace and security, rather than seeking to systematically diminish them. Thus, the central question concerning the future of Asia is whether the United States will have the political will; the geo-economic, military and diplomatic capabilities; the indispensably close ties with treaty allies; and, crucially, the right grand strategy to deal with China to protect vital U.S. national interests.

Unfortunately, the Trump administration has gotten off to a counterproductive start in this regard. Putting aside the President’s earlier unfortunate dismissal of U.S.

alliances in Asia and Europe, his telephone call with the Taiwan president and his questioning of the “One China” policy, the administration’s withdrawal from the Trans-Pacific Partnership is a serious blow to American power projection in Asia and a gift to China’s hegemonic designs in the region. One can only hope that Pence, Mattis, Tillerson, Kelly, Pompeo and McMaster, all distinguished and all of whom hold conservative realist views of the world, will persuade the president to adopt a long-term containment strategy toward China before his April meeting with Xi Jinping. But that is by no means assured. As Puck observes in Shakespeare’s *A Midsummer Night’s Dream*, [“Lord, what fools these mortals be!”](#)

Robert D. Blackwill is Henry A. Kissinger senior fellow for U.S. Foreign Policy at the Council on Foreign Relations and Senior Fellow at Harvard’s Belfer Center for Science and International Affairs. He was deputy national security advisor for strategic planning and ambassador to India in the George W. Bush administration.